

tion de plus de 500,000 habitans dans celle de moins de 150,000.

Grâces à vous et à quelques autres hommes justes et judicieux cette iniquité n'a pas été consommée, mais votre gouvernement récompense ceux qui l'ont projetée et punit ceux qui l'ont empêchée. MM. Stuart, Ogden, Gale, et ceux autres hommes également odieux au Canada, sont honorés au bureau colonial. Il en est toujours sorti des ordres rapides pour appuyer des coups d'autorité : il n'en sort que des promesses tardives et décriées pour remédier à de petits abus, et les grands subsistent. Mr. Ellis au ministère apprend de Mr. Richardson et Co. que si les Canadiens ne sont pas liés par les actes du Parlement Impérial, la population des townships sera écrasée, tandis que les représentants disent hautement qu'ils veulent l'abrogation du Canada tenure's act, qu'ils nous révèlent les turpitudes des agens de l'autorité, lors du projet d'union et qu'ils se joindront cordialement avec nous dans toutes les mesures importantes et applaudissent, avec la grande majorité du pays au seul conseil raisonnable, qui ait été donné à vos ministres, celui d'introduire dans tous les départemens le principe d'élection. S'il fallait aujourd'hui faire des représentations en Angleterre, l'influence des conseillers n'est pas capable de réunir deux mille signataires contre cent mille. Et néanmoins tous les membres de l'administration Dalhousie sont conservés, avec la même volonté de nuire qu'ils affichaient alors ; que Sir James Kempt seul pouvait courber un moment.

L'administration continue à être vexatoire et irresponsable. Fesant le mal par la rejection de toutes les mesures populaires dans le Conseil Législatif : comme branche indépendante de la législature protégeant ses membres dans tous les écarts judiciaires, dans tous les excès dont ils se rendent coupables comme Conseillers Executifs ; s'assurant l'inviolabilité qui n'appartient au Roi que parce qu'il a des ministres